

Communiqué de presse de Thibault BAZIN, député-conseiller départemental de Meurthe-et-Moselle sur le budget 2019

Le gouvernement vient de présenter son projet de loi de finances pour 2019.

Les dépenses publiques vont croître de 25 milliards d'euros. Le déficit va lui aussi augmenter.

Le gouvernement nous fait croire à une baisse d'impôts de 6 milliards d'euros. Mais c'est sans compter la hausse des cotisations retraite complémentaire dès le 1^{er} janvier 2019 ou le manque à gagner de la non-indexation des pensions de retraite. Et si on intègre les 4,5 milliards d'euros de hausse des prélèvements obligatoires votés fin 2017, la réalité des chiffres est tout autre.

La suppression progressive de la taxe d'habitation est un leurre : la baisse des impôts locaux se traduira par une hausse des impôts nationaux. Les Français ne sont pas dupes.

Les heures supplémentaires seront exonérées des cotisations sociales. Mais le gouvernement ne les défiscalise pas puisque le revenu supplémentaire sera soumis au prélèvement à la source. L'impact sur le pouvoir d'achat sera donc bien moindre par rapport à ce qu'ils avaient connu sous le quinquennat SARKOZY.

Le ressenti du réel contredit les discours du gouvernement : chaque jour à la pompe, chaque mois au bas du relevé de compte, les Français constatent une baisse du pouvoir d'achat, notamment les milieux de cordée. Et cela ne va pas s'améliorer.